



Suite des réflexions de la Journée syndicale: l'évaluation des élèves



Les mois de janvier et février sont traditionnellement consacrés aux bilans semestriels, moment privilégié pour faire le point sur les apprentissages de nos élèves. Occasion aussi d'en parler avec elles et eux, ainsi qu'avec leurs parents. Quel est votre avis sur l'état actuel du mode d'évaluation utilisé par l'école neuchâteloise? Tentative de synthèse...

Dans les années 1 à 6, le système actuel semble être relativement stable et intégré. Le recours à des commentaires sans note chiffrée, conclus par un code en fin d'année, n'est que peu contesté. Parmi les difficultés relevées, la nécessité d'une communication claire et préventive avec les parents en cas de difficultés prononcées, laissant augurer la possibilité d'un redoublement, ceci particulièrement en fin de cycle et de demi-cycle. On note aussi que le document cantonal informatisé exigé en fin de semestre semble être peu utile aux élèves et à leurs familles. Par contre, la communication personnelle avec les familles, qu'elle se fasse par écrit (document des acquis de compétence, classeur de traces...) ou par oral lors d'un entretien, est primordiale. L'harmonisation de la signification des codes pour les années 1 à 7, entrée en vigueur début 2025, est certainement une bonne chose. Le passage du système des codes à celui des notes, qui plus est entre la 7e et la 8e, donc à l'intérieur d'un de-

mi-cycle, reste un gros problème. Si les codes sont bien acceptés dans la première moitié de la scolarité, les notes semblent encore indispensables dès l'approche du cycle 3. En effet, au moment où s'amorce la compétition pour accéder aux niveaux 1 et 2, puis aux études académiques et aux formations professionnelles, le caractère simple, rassurant et supposé objectif de la note chiffrée accompagnée de sa moyenne annuelle semble encore incontournable. Pour rappel, de très intenses débats ont eu lieu à ce sujet lors du processus de réflexion EDASCOL, sans amener d'avancées majeures à l'heure actuelle. Toutefois, des propositions sont sur la table au niveau cantonal et pourraient donner lieu à des changements ces prochaines années. À la fin de la scolarité obligatoire, les conditions de promotion permettant d'accéder au lycée sont relativement compliquées et probablement incompréhensibles pour un certain nombre de familles.

Le SAEN demande une simplification du processus d'évaluation des élèves, moins lourd à gérer pour les enseignant-es, motivant pour les élèves, compréhensible pour les familles et utile aux futur-es maitres et maitresses d'apprentissage et professeur-es du post-obligatoire.

Le SAEN continuera de s'engager ces prochaines années pour:

- simplifier et clarifier les documents et processus d'évaluation, afin qu'ils soient utilisables facilement par les enseignant-es et compréhensibles sans difficulté pour tous-tes les élèves et leurs familles;
- préserver la liberté pédagogique des enseignant-es et éviter que des consignes trop lourdes et contraignantes leur soient imposées;
- œuvrer à une meilleure cohérence du système, qu'il soit basé sur des codes ou sur des notes;

- veiller à ce que la gestion de l'évaluation reste une tâche cantonale, ceci afin d'éviter que chaque école établisse des règles différentes, ce qui serait contraire au principe de l'égalité des chances;
- rappeler sans relâche que l'évaluation doit être au service des apprentissages des élèves et non pas un outil de classement scolaire et social;
- permettre à chaque élève et étudiant-e d'apprendre à son rythme et selon son potentiel sans être écrasé-e par un système normatif à l'excès.

Les enseignant-es, en tant que généralistes ou spécialistes impliqué-es directement dans le terrain scolaire, doivent être consulté-es lorsque des projets de changement émergent dans le domaine si important de l'évaluation. Votre syndicat SAEN est un moyen privilégié d'agir, que ce soit au niveau des centres scolaires ou des autorités cantonales.

Pierre-Alain Porret, président du SAEN

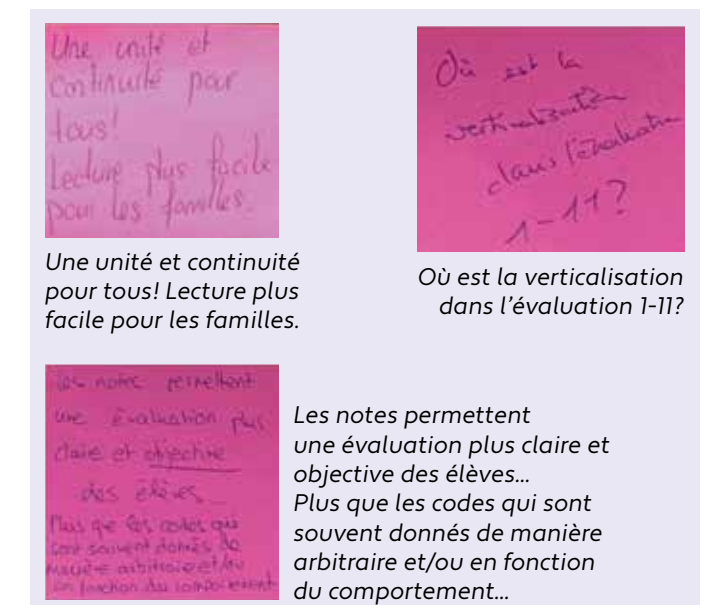
Un sujet toujours d'actualité

Chaque mois, le comité, à travers le billet du président, revient sur la série de thèmes d'actualité présentés à la journée syndicale. Vous qui y avez assisté, vous avez pu donner votre avis sur des Post-it®. Je me permets ici de relayer quelques-uns de vos commentaires et aussi commenter cette thématique importante.

Voilà de nombreuses années que l'évaluation revient sur la table des négociations syndicales et dans les diverses discussions que je peux avoir professionnellement et personnellement. L'évaluation c'est, dans mon parcours d'élève jurassienne, un lointain souvenir. Mais c'est un bon souvenir. En effet, j'étais ce qu'on appelle une «élève appliquée, ayant de la facilité». Du plus loin que je me souviens, j'avais de bonnes notes, et finalement, j'étais peu soucieuse du vécu d'autres élèves qui m'entouraient et pour qui cela se passait plutôt dans la douleur. Puis je suis devenue enseignante, à une époque encore bénie où à l'école enfantine, on n'évaluait pas. Je dis bénie, parce qu'il me semble qu'on «formatait» un peu

moins rapidement les familles et les élèves à viser l'excellence au cycle 3, pour atteindre à tout prix des études académiques. Je suis également devenue maman, partagée entre un enfant HPI au comportement clairement antiscolaire, mais qui avait de bonnes notes sans rien faire, et une enfant dyslexique/dysorthographique qui trimait des jours entiers pour obtenir une note juste suffisante et qui a développé une phobie scolaire dès le début de son parcours. Dès la mise en place de l'évaluation au cycle 1, j'étais partagée entre évaluer à tout prix pour démontrer noir sur blanc les compétences d'enfants de 4 ans et ne pas évaluer en me concentrant sur un développement parfois fragile des petit-es, qui demandait plutôt du temps, de la patience et beaucoup d'observations. Même si au cycle 1, il me semble que nous sommes relativement épargné-es par des prises de tête évaluatives, il en est tout autrement quand on a des élèves ou des enfants en fin de cycle 2. Les enseignant-es de 7-8 en particulier, avouent souvent leur désarroi, leur impression d'être dans le juste jusqu'en 7e, puis de basculer du côté sombre en 8e, à l'apparition des notes. Le syndicat, malgré des interventions ciblées dans les groupes de travail concernés, n'est pas encore parvenu à se faire entendre, pour que l'inconfort de toutes et tous les acteur-trices de la fin du cycle 2 (enseignant-es,

élèves, parents) puisse petit à petit laisser sa place à une évaluation qui a du sens pour toutes et tous. À l'heure de l'école inclusive – pardon, de l'école *pour tous* – l'obstacle évaluatif qu'on voudrait aplanir dans les hautes sphères, complique encore la tâche des enseignant-es. On ne veut plus de livret de suivi, on ne veut plus de mesures différenciées à travers des réseaux. On veut que chaque élève puisse bénéficier de la différenciation et être évalué-e le plus simplement possible. Mais simplement pour qui? Pour celles et ceux qui décident sans ouvrir le portemonnaie ou celles et ceux qui chaque jour depuis toujours différencient et cherchent par tous les moyens à valoriser la réussite de chacun-e? Je me suis un peu écartée des discussions mêlant dirigeant-es, directeur-trices et spécialistes en études de marché, par rapport à l'évaluation. Non pas que je baisse les bras, non! Je souhaiterais simplement que tout ce petit monde fasse une pause sur les grands projets menés conjointement et parfois un peu précipitamment et puisse revenir à ce qui fonctionne actuellement, en Suisse ou dans le monde, afin de tirer profit des bonnes pratiques. Un cycle 1 en cinq ans pour respecter le développement des jeunes élèves, ne pas les dégouter de l'école? Une évaluation formative par des codes réalistes qui marquent la progression plutôt que la sanction jusqu'à la fin du cycle 3? Une valorisation des cursus professionnels plutôt qu'académiques qui évite de mettre les élèves sous pression? Dans vos Post-it®, quelques morceaux choisis: (voir ci-contre). Les goûts et les couleurs sont propres à chacun-e...



Je n'ai pas la solution, évidemment. Je n'envie pas les autorités qui peinent à trouver des solutions pérennes qui satisfassent tout le monde. Je compatis avec les enseignant-es, qui font toujours bonne figure dans cet imbroglio de consignes évaluatives. Mais celles et ceux que je plains le plus, ce sont tous-tes ces enfants, qui veulent à tout prix réussir, sans qu'on tienne vraiment compte de leurs rythmes et de leurs différences.

Myriam Facchinetti